

Santé et médecine en ville de Fribourg, de 1800 à nos jours

ALAIN BOSSON

Fribourg, 1798. En cette année porteuse de tous les bouleversements et de tous les espoirs, un vieux médecin fribourgeois en fin de carrière publie un livre volumineux, une sorte de testament médical dédié à ses jeunes confrères. L'auteur, c'est Laurent-Antoine Schueler (1723–1801), bourgeois de Fribourg. Docteur de la prestigieuse Faculté de médecine de Montpellier, Schueler a pratiqué l'art médical pendant plus d'un demi-siècle, partageant son temps entre sa clientèle privée et les malheu-

reux patients du Charitable Grand Hôpital des Bourgeois de Fribourg, dont il est le médecin attitré. Imprimé par Bêat-Louis Piller (1744–1816), qui ne sert plus Leurs Excellences mais qui s'affuble depuis peu du titre d'«imprimeur du canton», l'ouvrage s'intitule *Observations sur les causes qui ont retardé les progrès de la médecine, sur les moyens de lui en faire faire, & sur des préjugés dont il importe de l'affranchir*. Déplorant les incessantes querelles d'école, Laurent-Antoine Schueler y dénonce avec vigueur l'impuissance thérapeutique quasi totale de la médecine de son temps, tout en invitant les jeunes médecins à se dégager de tout esprit «de système» et à se concentrer sur les résultats de l'observation, si possible au chevet du malade hospitalisé. Le vibrant plaidoyer du vieux praticien fribourgeois n'est pas isolé et n'a rien d'original : c'est dans l'air du temps partout en Europe, et la fin de l'Ancien Régime coïncide bel et bien, sur le plan médical et sanitaire, avec la fin d'un monde, la fin d'un long Moyen Âge sanitaire. Au soir de sa vie, Schueler est à mille lieues d'imaginer à quel point le siècle qui commence verra se réaliser des progrès sans précédent dans l'histoire de la médecine.

Portrait de pauvre à la fin du XIX^e siècle | Portrait de pauvre à la fin du XIX^e siècle



Fribourg 1800–2000 : une radiographie des bornes temporelles

En 1800, la ville de Fribourg qui compte environ 6000 habitants, abrite dans ses murs neuf médecins (trois seulement sont pourvus du diplôme de docteur en médecine), deux apothicaires, aucun dentiste, et son modeste hôpital a plutôt l'aspect d'un home vaguement médicalisé. En 2005, selon l'*Annuaire officiel de l'Etat de Fribourg*, pour la seule ville de Fribourg on dénombre 231 médecins,

47 dentistes et 15 pharmacies; l'hôpital cantonal emploie plus de 1100 personnes, sans compter le personnel des autres institutions hospitalières et sanitaires présentes sur le territoire de la ville de Fribourg: l'hôpital Daler, fondé en 1917, les cliniques Sainte-Anne et Garcia, fondées au début du XX^e siècle et qui unissent leur destin en 2005, ou encore le Centre psychosocial, qui ouvre ses portes à Fribourg en 1970. D'autres chiffres nous permettent de saisir la différence fondamentale qui sépare la situation sanitaire au début du XIX^e siècle de celle du XXI^e siècle: en 1804, les dépenses liées à la santé publique ont représenté le 0,03% du budget cantonal; en 2004, ces dépenses sont de 13%. Dans les pages qui suivent, nous allons parcourir l'histoire sanitaire de la ville avec un accent particulier sur ce que d'aucuns ont nommé la «Belle Epoque», une phase de transition décisive.

Les Fribourgeois et leur santé

«Gotton, pourquoi avez-vous toujours les mains si sales? – Ma foi, Monsieur, c'est que j'ai la mauvaise habitude de les porter à tout moment à la figu-

*re.»*¹ Les traits d'esprit qui brocardent la saleté des Fribourgeois, comme celui-ci, extrait des *Nouvelles Etreennes Fribourgeoises* de 1866, reflètent avec un certain réalisme la situation hygiénique déplorable régnant en ville de Fribourg durant le XIX^e siècle et une partie du XX^e. Le rapport de la Commission de santé cantonale indique pour 1897, sur un ton désabusé: *«Fribourg a donné, comme toujours, un assez grand nombre de cas [de maladies épidémiques], sans qu'il y ait eu cependant une épidémie proprement dite. L'origine de ces différents cas doit être recherchée dans l'accumulation des immondices dans les ruelles sans air ni lumière, dans les infections par les fosses d'aisance (rue de la Sarine), dans les travaux de terrassement sur des terrains souillés depuis des siècles par des déjections, et enfin dans les eaux de quelques fontaines qui ne présentent pas le degré de pureté suffisant.»*² Faut-il rappeler l'importance, pour la santé de l'homme, de conditions hygiéniques de base (qualité de l'eau, logements salubres, etc.) et d'une alimentation suffisante, saine et variée? Bien plus que les «progrès de la médecine», ce sont bien ces facteurs-là qui expliquent l'extraordinaire allongement de l'espérance de vie dans nos sociétés occidentales depuis



deux siècles. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, des voix médicales s'élevèrent en ville de Fribourg pour sensibiliser l'opinion publique et les autorités aux exigences nouvelles de l'hygiénisme. Le D^r Félix Castella (1836–1901) fait figure de pionnier : en 1862, ce jeune médecin de vingt-six ans à la carrière prometteuse publie à Fribourg un petit opuscule intitulé *Quelques mots sur l'importance de l'enseignement public de l'hygiène*. Inlassablement, dans les colonnes des journaux et dans les pages des almanachs populaires, il dispense ses conseils, en forçant parfois le trait pour impressionner davantage ses lecteurs. A partir des années 1880, le D^r Castella est le principal avocat de l'hygiène scolaire, militant activement pour une architecture scolaire conforme aux nouvelles exigences. Son confrère, le D^r Xavier Cuony (1841–1915), est une autre figure familière de la vie médicale des bords de la Sarine. En 1893, il publie dans la *Revue médicale de la Suisse romande* un article qui dérange : *La mortalité infantile dans la ville de Fribourg*. Dénonçant la misère et les conditions hygiéniques catastrophiques dans lesquelles se trouve plongée une partie non négligeable de la population, particulièrement celle des bas quartiers de la ville, le

D^r Cuony articule des chiffres de mortalité et de mortalité infantile qui mettent Fribourg dans les derniers rangs des villes suisses.

Dans la première décennie du nouveau siècle, la publication de deux enquêtes montre, sur le plan des intentions du moins, que les autorités entendent aborder ouvertement les problèmes liés à la salubrité publique en ville. L'enquête de Hans Schorer sur *Les logements locatifs dans la ville de Fribourg au point de vue économique et social en 1900*, publiée en 1908, pointe du doigt la surpopulation constatée dans les habitations les plus humbles de la ville, une ville de Fribourg qui a vu sa population croître de manière rapide en peu d'années. Corollaire de cette surpopulation des masses laborieuses : « *L'insuffisance des cabinets d'aisance, la malpropreté, l'air insalubre caractérisent, presque à titre de règle générale, les logements bondés. L'absence de toute règle d'hygiène doit causer ici bien des ravages.* »³ Les tensions qui caractérisent les relations entre la Ville et l'Etat de Fribourg, plutôt vives au temps du régime Python et de la « République chrétienne », trouvent un prolongement même à l'occasion de débats concernant la salubrité publique, un enjeu politiquement assez





L'hygiène et les bains à la fin du XIX^e siècle | L'hygiène et les bains à la fin du XIX^e siècle

secondaire à l'époque. Emile Bise (1859–1931), député influent et pour l'occasion rapporteur de la Commission d'économie publique, ne mâche pas ses mots devant le Grand Conseil, le 24 novembre 1900, en évoquant l'hygiène en ville de Fribourg : c'est surtout l'occasion, une fois encore, de s'en prendre aux autorités communales de Fribourg et à son syndic, Louis de Bourgnécht (1846–1923), accusés de laxisme : «*On ne saurait présenter la question de l'hygiène publique à Fribourg sous un jour plus sombre. Nous regrettons que M. le Syndic de la ville de Fribourg ne soit pas là pour nous donner les explications nécessaires à ce sujet. Une enquête a été faite concernant la salubrité des logements dans cette ville. Des projets d'amélioration ont dû être élaborés : nous ignorons quelle suite y a été donnée. Nous présumons qu'ils sont restés dans les cartons du conseil communal.*»⁴

L'autre enquête qui retient notre attention, est une analyse de l'eau potable à disposition des habitants de la ville, dans un contexte sanitaire bien précis : la commission de santé et le corps médical soupçonnent depuis des décennies la mauvaise qualité de l'eau d'être en partie responsable des nombreux cas de maladies gastro-entériques enregistrés, particulièrement chez les enfants. Pour mémoire, la mise en place en ville de Fribourg du réseau moderne d'eau potable sous pression date de 1875, sous l'impulsion de l'ingénieur Guillaume Ritter (1835–1912), deux ans après la mise en service du réservoir du Guintzet ; la capacité de ce réservoir, pour faire face aux besoins, est doublée en 1907. Mais revenons à la qualité de l'eau. Le tout nouveau *Institut d'hygiène et de bactériologie*, fondé en 1902 et dirigé par le Prof. Sigismund Glücksmann (1870–1935), mène donc, en automne 1906, une analyse bactériologique des eaux des sources et fontaines de la ville de Fribourg, qui débouche sur un rapport présenté au Conseil communal de la ville de Fribourg. Si l'on en croit les résultats publiés la même année dans le volume XIV du *Bulletin de la Société fribourgeoise des sciences naturelles*, l'analyse indique qu'aucun «*microbe pathogène*» n'est présent dans les eaux de la capitale, même si un nombre assez élevé de prélèvements montrent une quantité importante de «*bactéries*»⁵. Ce n'est qu'au prix d'une révision complète du système d'égoûts, de l'organisation de la voirie pour l'élimination des déchets, et de la lente rénovation et transformation des habitations pour les adapter aux commodités modernes (WC, douches, bains), que le pari des hygiénistes devient gagnant. A Fribourg, en plein essor dans la première décennie du XX^e siècle, d'importants travaux commencent. Lors de la session du Grand Conseil de mai 1908, les débats sur la surélévation du barrage de la Maigrange et l'usine de l'Oelberg donnent lieu, une fois encore, à des échanges peu amènes entre députés, autour de la salubrité de la capitale jugée encore insuffisante. Le quartier des Daillettes, en 1912, donne lieu à des plaintes des chemins de fer fédéraux et à l'intervention de l'Etat, qui met en demeure la commune d'agir : «*Il s'agissait, notamment, de faire établir des égoûts, afin de mettre fin aux infiltrations qui se produisaient par la voie ferrée et*

aux émanations fétides provenant des eaux ménagères et des fosses d'aisance.»⁶ Globalement, il faut attendre les années 1960 à Fribourg, années de décollage économique et d'embellie, pour que la situation prenne un tour décisif, avec la mise en service de l'usine d'incinération des ordures, en décembre 1967 et l'ouverture de la station d'épuration des eaux usées de la ville de Fribourg, le 1^{er} juillet 1968 ; en ce qui concerne les habitations, les rénovations et restructurations amènent l'amélioration (ou l'installation) de WC, bains et douches modernes, favorables à une pratique de l'hygiène devenue une évidence aujourd'hui.

Epidémies

Avec la disparition de la peste dans nos régions dans la seconde moitié du XVII^e siècle, un relatif apaisement sur le plan épidémique marque les siècles suivants. La grande épidémie de choléra qui frappe nos voisins en 1831 épargne la Suisse ; les foyers observés au Tessin en 1849, ne se propagent pas au-delà des Alpes. En 1855, l'épidémie touche la ville de Bâle : on déplore 203 victimes sur les 387 personnes affectées par la maladie. Douze ans plus tard, en 1867, c'est au tour de Zurich : 499 victimes sur les 771 malades enregistrés. La ville de Fribourg n'est pas touchée. 1871 : *l'année terrible*

de Victor Hugo, l'est aussi pour la ville de Fribourg. Alors que la capitale fribourgeoise accueille en nombre des soldats français internés de l'armée de Bourbaki, la fièvre typhoïde fait des ravages. Voici le rapport du D^r Jean-Louis Schaller (1816–1880), médecin et chirurgien à l'Hôpital des Bourgeois de Fribourg et secrétaire de la Commission de santé cantonale : «*La ville de Fribourg a été incontestablement la commune la plus éprouvée par les épidémies dans le courant de 1871. (...) Dans le courant d'octobre, les habitants de quelques quartiers de la ville étaient spécialement atteints de la fièvre typhoïde ; à la date du 2 novembre, on comptait à Fribourg déjà 70 à 80 cas de cette maladie, dont plus de 20 à l'Internat du Collège, et dans le courant de novembre leur nombre ne fit qu'accroître*»⁷. En ville, la tension est palpable, l'Hôpital des Bourgeois est bondé et l'épidémie ne semble pas marquer le pas. Parmi les malades du Collège Saint-Michel, trois succombent à la maladie, et le Conseil d'Etat prend la décision, le 1^{er} décembre de fermer provisoirement l'Internat. Signe de tensions (déjà !) entre administration cantonale et communale, la lettre que la Commission de santé envoie au Conseil d'Etat le 18 novembre 1871 déplore l'inertie du conseil communal de Fribourg, malgré les directives données par les physiciens de ville, au premier rang desquelles la désinfection des égouts⁸. A la fin du mois pourtant, l'épidémie se résorbe.

KNEIPP À FRIBOURG : UN BAIN... DE FOULE EN 1895 !

Le 5 février 1895 Fribourg reçoit la visite d'une célébrité mondiale : le curé Sebastian Kneipp (1821–1897), célèbre hydrothérapeute allemand, auteur du best-seller *Meine Wasser-Kur* (1886) qui s'arrache dans toute l'Europe. Accueilli par une foule enthousiaste en gare de Fribourg, Kneipp est convié aussitôt à une réception en son honneur organisée par les autorités. L'après-midi, il se rend aux Bains du Boulevard, dans le quartier d'Alt, où il dispense à plus de trois cents personnes les rudiments de

sa méthode : «*L'eau guérit tout ce qui est guérissable.*» Le soir, c'est la foule des grands soirs à la salle de la Grenette où un auditoire de 1500 personnes est suspendu aux lèvres de l'orateur : «*Une explosion d'applaudissements a couvert la fin de cet entretien familial. La conviction profonde qui anime le thaumaturge de l'hydrothérapie semblait avoir passé dans l'âme de tous ses auditeurs*», rapporte le chroniqueur de *La Liberté*, le lendemain. Le corps médical fait le gros dos, mais ne dit

rien face à l'engouement de la population pour le kneippisme. Seul bémol : un médecin fribourgeois anonyme (peut-être Alfred-Louis Dupraz) publie un article critique dans le *Confédéré* du 3 juillet 1895 : «*Si la fatalité me gratifiait d'un accès de rage ou d'un croup avéré, mon premier mouvement serait de me précipiter dans les bras de M. Pasteur ou du D^r Roux, suivant le cas, plutôt que d'aller, sur la foi de M. Kneipp, danser un menuet dans la rosée.*»

Cette épidémie « sans égale » à Fribourg, selon les termes du D^r Schaller⁹, n'était cependant que peu de chose face à la véritable pandémie qui s'abat sur le monde à partir de juin 1918. Depuis les pestes du Moyen Age, l'humanité n'avait plus été soumise à si dure épreuve : la grippe espagnole, selon des estimations récentes, aurait causé la mort de 20 à 40 millions de personnes, et touché près d'un milliard d'individus. En Suisse, les cas signalés par les médecins entre juin 1918 et mai 1919 atteignent le chiffre de 748 232, causant la mort de 24 977 personnes¹⁰. Et à Fribourg ? En l'absence de chiffres absolument fiables, nous devons feuilleter avec précaution les rapports officiels de l'époque : *« Une statistique exacte est difficile. Il n'est pas téméraire d'admettre que, dans notre canton, comme dans le reste de la Suisse, l'épidémie a atteint plus du tiers, près de la moitié de la population. »*¹¹ Pour la ville de Fribourg, qui compte un peu plus de 20 000 habitants à ce moment-là, le nombre des malades aurait donc approché les 10 000 ! Nous ne connaissons le nombre de décès que par district : le district de la Sarine et ses 39 000 habitants environ, compte 260 cas mortels (244 en 1918, 16 en 1919), si l'on se fie aux indications recueillies par les officiers d'état-civil de l'époque. Outre les deuils quasi quotidiens relatés par les journaux, la perturbation de la vie scolaire et associative, l'angoisse de la mort omniprésente, la grippe espagnole touche très durement des populations déjà éprouvées par les privations alimentaires subies durant les années du guerre. Après cette terrible épreuve, le temps des grandes épidémies semble révolu. Avec les progrès de l'hygiène et des connaissances médicales, avec de nouveaux médicaments efficaces comme les antibiotiques qui font leur apparition



Attraction devant le café des Merciers, fin du XX^e | Attraction devant le café des Merciers, fin du XX^e

au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les sociétés de l'après-guerre se sentent relativement à l'abri des affections de type épidémique. En 1983, pourtant, une affection nouvelle fait sa triste apparition : le SIDA. Selon les statistiques tenues à jour par l'Office fédéral de la santé publique, le canton de Fribourg a enregistré, entre 1983 et le premier trimestre de 2006, 131 cas de SIDA, qui ont entraîné le décès de 90 personnes ; durant la même période, 578 personnes ont été testées séropositives. Le cadre de cette brève contribution ne nous permet guère de disserter trop longuement sur les autres principales maladies et causes de mortalité qui ont affecté nos concitoyens, à savoir la diphtérie, endémique à Fribourg et première cause de mortalité dans notre ville à la fin du XIX^e siècle, la tuberculose, puis les diverses formes de cancer.

UNE RAGE DE DENTS ?

Le premier dentiste établi en ville de Fribourg est François Bugnon. Sa patente fribourgeoise en poche, le 10 octobre 1868, le jeune dentiste effectue encore des stages pratiques à Londres avant d'ouvrir son cabinet à la rue de la Préfecture 211 (actuellement Varis). Avant lui,

les habitants de la ville devaient se contenter de praticiens de passage, qui consultaient à l'Hôtel des Merciers, à côté de la cathédrale : on cite un dénommé Louis Katz, d'Amsterdam, domicilié à Berne, qui consulte à Fribourg par intermittence dès 1839, et un certain

Louis Bartel, de Lucerne, et encore un Sieur Vaucher, de Genève, qui pratique dès 1848 l'anesthésie générale... Charles Broillet (1862–1934) et Victor Nouveau (1866–1928) comptent parmi les pionniers de l'art dentaire à Fribourg au XIX^e siècle.

Les enfants des classes défavorisées, mal lotis à Fribourg

On ne peut en revanche pas omettre de signaler le triste record national que la ville et le canton de Fribourg ont longtemps détenu en matière de mortalité infantile, et plus particulièrement des enfants de moins de un an. En ville, en 1911 encore, un enfant né vivant sur cinq n'atteint pas son premier anniversaire. Une fois de plus, la précarité des conditions de vie, les carences alimentaires, les mauvaises conditions d'habitation et l'hygiène insuffisante auront pesé lourd dans le triste bilan fribourgeois¹², malgré d'heureuses initiatives, émanant notamment des autorités religieuses, comme la Crèche catholique de l'Auge. Fondée en 1898, la crèche peut accueillir 20 bébés et un certain nombre d'enfants de 2 à 7 ans, avec une moyenne de 28 enfants par jour en 1910, sous la surveillance de trois religieuses et d'une aide. C'est dans le cadre de cette crèche, dont le président d'honneur est l'évêque, M^{gr} Joseph Deruaz (1826–1911), que s'organise la *Goutte de lait* de Fribourg, dès 1908, sur le modèle de l'institution homonyme inaugurée par le D^r Budin, à Paris, en 1892. Les distributions de lait se font d'abord dans un local du quartier de la Neuveville, avant de se replier dans les locaux même de la crèche. Les infrastructures sanitaires, sous-équipées et sous-dotées en personnel, malgré les compétences et le dévouement de celui-ci, ne sont pas étrangères à la situation peu reluisante de la ville et du canton de Fribourg en matière de mortalité infantile. En 1882, le D^r Félix Castella (1836–1901), inquiet des retards pris par le projet d'hôpital cantonal depuis 1841 – projet retardé tant et plus par l'ouverture en 1875 de l'hôpital psychiatrique de Marsens – adresse une pétition au Grand Conseil en faveur d'une Maternité fribourgeoise. A l'époque où il écrit et jusqu'en 1920, le seul « service » de maternité dans le canton se trouve à l'Hôpital des Bourgeois de Fribourg, la chambre 29A, qui ne consiste qu'en quatre lits, uniquement disponibles, en principe, pour l'hospitalisation de bourgeoises de la ville et... mariées. L'ouverture en 1920 d'un hôpital cantonal modeste, sur deux sites,



Visite à la maternité de l'Hôpital cantonal vers 1952

Visite à la maternité de l'Hôpital cantonal vers 1952

«solution bâtarde» selon les termes du D^r Jean Dubas (1918–2003) en 1977, ne répond hélas pas aux espoirs placés dans cette institution, même si la presse salue l'inauguration, le 23 juillet, en des termes solennels. La Maternité, qui compte 60 lits, accueille les parturientes dès le 15 juillet 1920 dans le bâtiment de Pérolles, tandis que le modeste service de pédiatrie s'installe dans un pavillon voisin. Un embryon de service pédiatrique, comptant 20 lits, avait été ouvert en 1918 au 1^{er} étage d'un immeuble de la rue de Morat, sous les auspices charitables de l'*Ecole des mères*. Cet espace sera provisoirement intégré à l'hôpital cantonal en qualité de pavillon d'isolement pour les enfants contagieux, dans l'attente d'une construction spéciale qui est achevée en 1925. Les premières années, une moyenne de 15 femmes par jour environ sont prises en charge à la Maternité; dès 1927, cette moyenne s'élève sensiblement pour atteindre le chiffre de 29. Les nourrissons accueillis dans la Maternité de Pérolles passent de 130 en 1921 à 301 en 1928. Des consultations gratuites (polyclinique) sont mises sur pied à la Maternité, en 1921. Les critiques contre le nouvel hôpital, inadapté dès son ouverture, se répandent dans la presse suisse et fribourgeoise, et reviennent régulièrement au Grand Conseil lors des discussions des budgets et des rapports annuels des dicastères de l'administration.



Salle 24 de l'Hôpital des Bourgeois, début du XX^e siècle | Salle 24 de l'Hôpital des Bourgeois, début du XX^e siècle

Avant de faire une visite à l'autre grand hôpital de Fribourg, l'Hôpital des Bourgeois, nous ne pouvons passer sous silence un fait divers tragique, qui coûte la vie à onze enfants, mettant en lumière les insuffisances d'un système sanitaire cantonal en crise. Le 9 janvier 1941, onze enfants de l'Institut de Montrevers (au fond du quartier d'Alt) décèdent suite à une vaccination pratiquée par erreur avec un produit toxique provenant du vétuste institut d'hygiène et de bactériologie, dont le personnel ne comprenait qu'une laborantine non formée, un médecin et un directeur, Maurice Arthus (1862–1945), membre de la Commission de santé, qui avait été nommé en 1935 à l'âge de... 73 ans. La presse locale, bientôt relayée par la presse nationale, se fait immédiatement l'écho d'un vaste émoi dans la population.

L'Hôpital des Bourgeois

Fondé vers 1250, inauguré dans ses nouveaux bâtiments en 1699, l'Hôpital des Bourgeois de Fribourg durant l'Ancien Régime est avant tout un hospice général qui accueille des prébendaires, des orphelins, des vagabonds de passage. Tandis que l'homme fort est le «recteur» de l'hôpital, un manager qui gère l'important patrimoine foncier de l'institution et qui redistribue aux pauvres de la ville une partie des bénéfices, la fonction médicale, quant à elle, se résume aux visites de cas en cas effectuées par le médecin ou le chirurgien de l'établissement. Activités accessoires pour leurs titulaires, ces charges n'impliquaient aucunement une obligation de résidence dans l'établissement. Jus-

que dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, un Fribourgeois disposant d'un minimum de ressources n'a pas idée d'aller se faire soigner à l'hôpital. L'hôpital, c'est le triste sort de ceux qui sont livrés à eux-mêmes. Les opérations les plus lourdes sont effectuées au cabinet du médecin traitant, et souvent au domicile du patient. Outre la charge de médecin, la fonction de chirurgien de l'Hôpital (Wundartzet-Spital), distincte de la fonction de chirurgien de ville, existe officiellement depuis 1653, d'après le *Besatzungsbücher*. Dans le courant du XIX^e siècle, le personnel médical était en principe composé de deux personnes: lors du retrait du D^r Farvagnié (1844), les autorités de la ville décidèrent, le 25 avril 1845, de ne maintenir qu'un seul titulaire, Jean-Louis Schaller, qui cumule ainsi la charge de chirurgien et de médecin de l'Hôpital¹³.

Attribué à la Bourgeoisie de Fribourg par l'*Acte de dotation* de 1803, l'hôpital était réservé en priorité aux bourgeois de la ville, et non aux habitants de la commune politique. En chambre commune, jusqu'en 1921, les bourgeois sont soignés gratuitement. Sur le plan cantonal, Fribourg est à la traîne: décidée en 1841, l'ouverture de l'hôpital cantonal doit attendre 1920. Durant ces longues années, le principal hôpital du canton de Fribourg est l'Hôpital des Bourgeois: malgré les accords signés pour régler le financement des hospitalisations de patients «cantonaux», cela ne va pas sans créer des tensions administratives et politiques récurrentes entre le canton et la ville, qui défend inlassablement ses prérogatives et, en priorité et en toute logique, les intérêts particuliers des bourgeois et des habitants de la ville seule. Nous l'évoquions:

l'augmentation et l'amélioration de l'offre en matière de soins, de pair avec la demande croissante de la société en matière de prestations médicales transforment en profondeur le visage de l'hôpital. A Fribourg aussi, l'Hôpital des Bourgeois étoffe ses effectifs dès le début du XX^e siècle, et organise ses services. L'incendie d'origine criminelle qui ravage les galetas de l'hôpital le 10 octobre 1937, sans faire de victimes mais causant d'importants dégâts, n'enraye pas, malgré les discussions, le développement de l'institution qui se donne un nouveau règlement interne le 28 décembre 1944. Dix ans plus tard, l'hôpital bourgeois dispose de 200 lits et compte neuf médecins (cinq chefs de service et quatre médecins-assistants) ; l'établissement est desservi par 37 religieuses, 6 infirmières diplômées et un nombre variables d'aide-infirmières et stagiaires ; en 1953, l'établissement comptabilise 55 595 journées de malades. A titre de comparaison, l'Hôpital cantonal en comptabilise cette année-là 63 187.

A partir des années 1940, la ville et le canton de Fribourg ont un problème commun : les deux grands hôpitaux de Fribourg manquent cruellement de locaux ; les moyens matériels et humains font défaut d'une manière de plus en plus intolérable pour faire face au nombre toujours croissant des hospitalisations. A la faveur du projet cantonal d'hôpital sur le site de Bertigny, ville et canton unissent leurs efforts. Voici un extrait du message présenté au Grand Conseil le 13 mai 1961 : *« De même que l'Hôpital cantonal et les hôpitaux en général, le Charitable Grand Hôpital des Bourgeois connaît des difficultés croissantes. Il doit se moderniser, augmenter sa capacité hospitalière, agrandir ses services techniques et généraux, toutes choses qui exigent des moyens financiers considérables. Il paraît dès lors rationnel de conjuguer les efforts et d'éviter que s'équipent parallèlement deux établissements hospitaliers qui, séparés, demeureraient bien en dessous de la dimension optimum d'un hôpital général. La concentration des moyens dans le domaine hospitalier comme dans d'autres secteurs conditionne l'efficacité. La réunion des deux hôpitaux de Fribourg en un seul complexe correspond d'ailleurs au vœu exprimé par le corps médical fribourgeois. »*¹⁴ Il faudra patienter encore dix ans, et

le nouvel hôpital cantonal flambant neuf est inauguré officiellement le 15 septembre 1971. Quelques mois plus tard, l'Hôpital des Bourgeois ferme ses portes, définitivement.

Les médecins

Les profonds changements qui caractérisent les connaissances et les pratiques médicales des deux derniers siècles ont, naturellement, conditionné de manière décisive l'évolution des profils professionnels dans les métiers de la santé. Élément nouveau : l'Etat, en l'occurrence le canton, assume dès le début du XIX^e siècle, des responsabilités accrues. Certes, les autorités de la ville et du canton soumettaient les praticiens depuis très longtemps déjà à un système d'octroi de patente. Le 26 mars 1748, les nouveaux statuts de la « Faculté de médecine » de Fribourg, c'est-à-dire, en langage actuel, de la société regroupant les médecins et chirurgiens de la capitale, sont approuvés par les autorités. Parmi les dispositions, l'Etat délègue à la Faculté le soin d'examiner les diplômes et d'évaluer les compétences de tous ceux qui entendent exercer l'une ou l'autre activité sanitaire. Cette mission est assez inégalement remplie. La chute de l'Ancien Régime, en 1798, donne l'occasion aux nouvelles autorités de remédier à cet état de fait. Le 22 juillet 1798, la Chambre administrative du canton établit le premier « Conseil de santé », composé partiellement de médecins et d'un pharmacien, qui sera reconduit lors de la Médiation, par l'arrêté du 31 octobre 1803. L'article 6 stipule que le Conseil de santé « est spécialement chargé de la police sur les médecins, chirurgiens, apothicaires, accoucheurs & accoucheuses, empiriques indigènes ou étrangers, en un mot, sur tous ceux qui exercent une partie quelconque de l'art de guérir, soit qu'ils soient autorisés, ou non. En conséquence il doit travailler par tous les moyens que le Gouvernement peut lui procurer, à ce qu'aucun individu n'exerce une partie quelconque de l'art de guérir, qu'il n'ait préalablement été examiné par le Conseil de santé réuni, & n'ait obtenu à cet effet un brevet [i.e. la patente] du Petit-Conseil du canton ; à mettre hors d'activités les meiges, charlatans & empiriques de toute espèce,

& à poursuivre ceux qui contreviennent aux règlements de police à ce relatifs.»¹⁵ Mais prenons d'abord connaissance des effectifs sanitaires en ville de Fribourg :

	1800	1850	1900	1950	2005
MÉDECINS ¹⁶	9	13	11	46	231
PHARMACIES	2	3	7	17	15
DENTISTES	0	0	3	23	47
HABITANTS	~6000	~9000	~15800	~29000	~36500

Nous renvoyons le lecteur à nos autres travaux pour une analyse plus approfondie de ces données : nous nous limiterons, ici, à quelques considérations générales.

Jusqu'au début des années 1960, la ville et le canton de Fribourg se sont distingués par une densité médicale nettement inférieure à la moyenne nationale. Au prix d'études longues et coûteuses, le métier n'attire guère les Fribourgeois de bonne famille au XIX^e siècle : on lui préfère le droit. Ceux qui malgré tout embrassent la profession ne peuvent guère espérer faire fortune à Fribourg : la population, trop pauvre, se méfie longtemps des « lumières » médicales, qui tardent à s'imposer à Fribourg. Les médecins qui sont aisés, le sont généralement indépendamment de leur pratique. En ville de Fribourg, comme dans le reste du canton, une réelle pénurie de médecins se fait sentir entre 1860 et 1950. Comme les institutions hospitalières ne suivent pas non plus de manière idéale, il n'est pas rare pour les habitants aisés d'aller consulter à Berne ou à Lausanne. Au XIX^e siècle, le portrait habituel du médecin de la capitale peut être défini ainsi : généralement bourgeois de la ville, il est presque toujours un généraliste ; il réside dans la même maison où il dispense ses consultations, deux heures par jour, avant d'effectuer des visites à l'Hôpital des Bourgeois, ou des consultations à domicile ; il ne rechigne pas à se mêler aux affaires de la cité, et participe très activement à la vie associative locale. Le D^r Joseph de Gendre, qui reçoit sa patente en 1818, premier ophtalmologue et premier « spécialiste » établi dans notre ville, fait figure d'exception. Parmi les médecins pratiquant en ville, certains ont assumé des fonctions politiques en vue : le D^r Fran-



Projet publicitaire en 1927 | Projet publicitaire en 1927

çois-Pierre Savary (1750–1821), membre du Directoire helvétique 1799–1800, puis du Conseil exécutif 1800–1801, syndic de Fribourg en 1803 et en 1809–1821 ; le D^r Jean-Nicolas Berchtold (1789–1860), chancelier d'Etat en 1847–1852, le D^r Pierre-Joseph Farvagnié (1802–1881), pionnier du journalisme fribourgeois et figure radicale, syndic de la ville pendant quelques semaines en 1848 ; dans les rangs conservateurs, le D^r Gustave Clément (1868–1940) figure de proue du parti catholique-conservateur fribourgeois, représentant l'aile droite de son parti, député influent au Grand Conseil 1915–1940, qu'il présida l'année de sa mort. La plupart des médecins bourgeois de la ville se partagent, à un moment ou un autre de leur carrière, les fonctions de physicien de ville, ainsi que celles de médecin ou chirurgien de l'Hôpital des Bourgeois. Le D^r Xavier Cuony (1841–1915) est physicien de ville en 1873–1901, puis médecin de l'Hôpital des Bourgeois.

A partir de 1900, avec le début de l'activité du D^r Clément, le premier véritable chirurgien à Fribourg, les premiers médecins spécialistes commencent à faire leur apparition : la gynécologie et obstétrique (1904) avec le D^r Edouard de Buman (1874–1959), premier médecin-chef de sa spécialité à l'Hôpital cantonal (1920–1953) ; l'ORL en 1904, avec le D^r Henry Reymond (1878–1936) ; la pédiatrie avec le D^r Henri Perrier (1882–1965), qui devient le premier médecin-chef de pédiatrie de l'Hôpital cantonal (1920–1959), etc. A partir de 1940, les premières femmes médecins commen-

cent leur activité à Fribourg : la D^{resse} Liselotte Spreng (1912–1992), qui fut aussi la première Fribourgeoise à siéger au Conseil national, en 1971, ouvre un cabinet avec son mari le D^r Alfred Spreng (1907–1991), suivie, en 1941, par la D^{resse} Geneviève Casanova (1907–1989), généraliste.

Regroupés dans le quartier du Bourg jusque vers 1900, les médecins investissent dès le tournant du siècle le quartier des Places et la rue de Romont, puis Pérolles, en plein développement. Laissée pour compte, la Basse-Ville de Fribourg le reste longtemps. Il faut remonter au XVIII^e siècle pour trouver un médecin établi et pratiquant en l’Auge : François-Pierre Appenthel (1717–1793), président de la Faculté de médecine de Fribourg en 1770, y pratique durant toute sa carrière, dès 1744. En 1975, le D^r Peter Braaker (*1932) s’établit à la rue de la Samaritaine, dans le quartier de l’Auge ; figure familière du quartier, médecin des humbles, humaniste, ami des livres, peintre talentueux à ses heures, le D^r Braaker vient de prendre sa retraite.

Fribourg, une capitale sanitaire

Capitale du canton, Fribourg s’est imposée également comme capitale « sanitaire ». Sur le plan de la formation, l’Université assure le premier propédeutique de médecine depuis 1896, le deuxième depuis 1938. Son école d’infirmières, fondée en 1913, aujourd’hui Ecole du personnel soignant, est devenue à la rentrée 2002 un des sites de formation de la Haute Ecole Spécialisée (HES) romande. La ville est le siège naturel de nombreuses antennes cantonales d’associations sanitaires nationales. Outre l’hôpital cantonal, qui s’offre un lifting en 2003 et inaugure un service de pédiatrie flambant neuf, la ville de Fribourg héberge sur son territoire d’autres institutions à vocation cantonale, comme le Centre psychosocial (1970), le service cantonal de pédo-psychiatrie (1994), l’Unité de traitement des addictions (1994), ainsi que des structures non gouvernementales, comme la mise en place par Médecins sans frontières, en novembre 2003, de Fri-Santé, permanence infirmière offrant des consultations gratuites aux personnes en situation précaire. Que de chemin parcouru en deux siècles !

- 1 « Anecdotes nuithoniennes » in : *Nouvelles Etrennes Fribourgeoises*, (2), 1866, p. 91.
- 2 *Compte-rendu de l’administration du Conseil d’Etat du canton de Fribourg pour l’année 1897* (police), p. 56.
- 3 SCHORER, Hans : *Les logements locatifs dans la ville de Fribourg au point de vue économique et social en 1900*. Fribourg, Bureau de statistique, 1908, p. 38.
- 4 *Bulletin officiel des séances du Grand Conseil du canton de Fribourg*, 1900, p. 188.
- 5 GLÜCKSMANN, Sigismund : « Analyse bactériologique des eaux, sources, réservoirs et fontaines de la ville de Fribourg, prélevées en automne 1906 par l’Institut d’hygiène et de bactériologie de l’Université de Fribourg », in : *Bulletin de la Société fribourgeoise des sciences naturelles*, (14), 1905–1906, pp. 119–127.
- 6 *Compte-rendu de l’administration du Conseil d’Etat du canton de Fribourg pour l’année 1912* (police), p. 112.
- 7 *Compte-rendu de l’administration du Conseil d’Etat du canton de Fribourg. Année 1871*. Fribourg, Fragnière, 1872, pp. 191–192.
- 8 Lettre de la Commission de santé au Conseil d’Etat du 18.11.1871, in : AEF, DS I b 6, pp. 313–316.
- 9 *Compte-rendu de l’administration du Conseil d’Etat du canton de Fribourg. Année 1871*. Fribourg, Fragnière, 1872, p. 192.
- 10 Chiffres articulés par le D^r François Ganguillet (1855–1930), adjoint à l’Office fédéral de la santé publique, dans l’article « Peste et grippe », in : *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*. Neuchâtel, Attinger, 1930, vol. 5, p. 261.
- 11 *Compte-rendu de l’administration du Conseil d’Etat du canton de Fribourg. Année 1918* (police), p. 64.
- 12 Voir mes deux articles consacrés à cette question : BOSSON, Alain : « La mortalité infantile et la prévention en milieu scolaire dans le canton de Fribourg : stratégies et action médicale 1900–1950 », in : *Bulletin de la Société fribourgeoise des Sciences naturelles*, 2001, vol. 90, pp. 72–118 ; BOSSON, Alain : « La Lutte contre la mortalité des nourrissons en Suisse : enjeux et mesures de prévention (1876–1930) », in : *Cahiers d’histoire*. Lyon, (47), 2002, n° 1–2, pp. 93–126.
- 13 AVF, Protocoles du Conseil communal de la ville de Fribourg, 1845, séance du 25 avril 1845, pp. 154–155.
- 14 *Bulletin officiel des séances du Grand Conseil du canton de Fribourg*, vol. CXIII, 1961, p. 259.
- 15 *Bulletin des lois, décrets, arrêtés et autres actes publics du Gouvernement du Canton de Fribourg*. Fribourg, Piller, 1804, volume I, 1803–1804, p. 184.
- 16 Pour les années 1950 et 2000, le nombre de médecins ne comprend que les praticiens exerçant dans le cadre d’une consultation privée ; les médecins assistants et autres médecins purement hospitaliers ne sont pas inclus.

Gesundheit und Medizin von 1800 bis heute

Es gibt nur wenige Bereiche des menschlichen Wissens und Handelns, die sich in den letzten zweihundert Jahren so tiefgreifend verändert haben wie die medizinischen Kenntnisse und Praktiken. Die Entwicklung der Hygiene und eine Ernährung, die deutlich an Vielfalt und Gehalt zunahm, führten in den westlichen Gesellschaften zu einem ständigen Anstieg der Lebenserwartung. Diese Veränderungen haben vor Freiburg nicht Halt gemacht, selbst wenn Stadt und Kanton in dieser Hinsicht, verglichen mit der übrigen Schweiz, lange Zeit eines der Schlusslichter bildeten.

Im Jahr 1800 zählte die Stadt Freiburg neun Ärzte (nur drei von ihnen trugen den Titel eines Doktors der Medizin), zwei Apotheker und null Zahnärzte für etwa 6000 Einwohner/innen, und das Freiburger Bürgerspital glich eher einem bescheidenen Pflegeheim. Die mittlere Lebenserwartung lag bei wenig mehr als vierzig Jahren. Im Jahr 2005 stehen 231 Ärzte, 47 Zahnärzte und 15 Apotheken im Dienst der Bevölkerung; das Kantonsspital beschäftigt mehr als 1100 Personen, zu denen die Mitarbeitenden der übrigen auf Freiburger Stadtgebiet im Spital- und Sanitätsbereich tätigen Institutionen hinzukommen: das 1917 gegründete Daler-Spital, die Kliniken St. Anna und Garcia, die zu Beginn des 20. Jahrhunderts ihre Tätigkeit aufnahmen, sowie das psychosoziale Zentrum, das 1970 eröffnet wurde. Den grundsätzlichen Unterschied zwischen der Lage des Gesundheitswesens im frühen 19. Jahrhundert und jener im 21. Jahrhundert veranschaulichen folgende Zahlen: 1804 stellten die für die Volksgesundheit vorgesehenen Ausgaben 0,03% des Kantonsbudgets dar, 2004 waren es 13%.

Was die Kindersterblichkeit und insbesondere die Sterblichkeit der weniger als ein Jahr alten Kleinkinder betrifft, haben Stadt und Kanton Frei-

burg lange Zeit einen traurigen nationalen Rekord zu verzeichnen. Noch im Jahr 1911 stirbt in der Stadt jedes fünfte Kind vor seinem ersten Geburtstag.

Zwei grössere Epidemien suchten Freiburg heim. 1871, als zahlreiche Soldaten der Bourbaki-Armee in der Stadt interniert waren, wütete der Typhus und versetzte die Bevölkerung in Angst und Schrecken. 1918–1919 schlug die Spanische Grippe, der weltweit 20 bis 40 Millionen Menschen zum Opfer fielen, auch in Freiburg zu: Im Saanebezirk waren 260 Todesfälle zu beklagen. Seit 1983 in Freiburg nachgewiesen, forderte die Aids-Krankheit bisher 90 Tote im ganzen Kanton.

Als politischer Hauptort des Kantons entwickelte sich die Stadt Freiburg im Laufe der Zeit zum kantonalen Sanitätszentrum und zum Sitz zahlreicher kantonalen Anstalten und Ausbildungsstätten. Unmittelbare Folgen dieser Entwicklung waren die Aufhebung des Amtes des Stadtphysikus und die Schliessung des Bürgerspitals, das 1972 nach mehr als 720 Jahren treuer Dienste seinen Betrieb einstellte. Um 1250 gegründet und 1699 in ein neues Gebäude eingezogen, wurde das Bürgerspital in der Dotationsakte von 1803 der Burgergemeinde zugeteilt. Da die Eröffnung des 1841 beschlossenen Kantonsspitals erst 1920 stattfand, bildete es lange das Hauptkrankenhaus für den ganzen Kanton, was immer wieder zu Unstimmigkeiten und Spannungen führte. Für den seit Beginn der 1960er Jahre geplanten Neubau des Kantonsspitals vereinten Stadt und Kanton ihre Kräfte, so dass am 15. September 1971 ein einziges Krankenhaus eröffnet werden konnte.